

devenir, toute personne sensible aux locuteurs du breton, à leurs représentations et à leurs attitudes, sera intéressée par cet ouvrage et y trouvera, à l'évidence, matière à réflexion. Il faut lire et relire *Le Dû* et *Le Berre* parce que Freud avait raison, qui écrivait à Hilda Doolittle⁶¹ :

« Je vous en prie, jamais – je veux dire jamais, en aucun moment, en aucune circonstance –, n'essayez jamais de me défendre, si et quand vous entendez des remarques injurieuses sur moi et mon travail. [...] Vous ne ferez pas de bien au détracteur en commettant la faute d'entreprendre une défense logique. Vous approfondirez seulement sa haine ou sa peur et ses préjugés. »

Ronan CALVEZ

Olivier GRENOUILLEAU, *Nos petites patries. Identités régionales et État central, en France, des origines à nos jours*, Paris, Gallimard, 2019, 281 p.

Auteur d'ouvrages remarquables sur la traite négrière, Olivier Grenouilleau surprend par son nouvel objet d'études, puisqu'il reprend ici la question des petites patries en France du Moyen Âge à nos jours. Il explique ce choix par son expérience d'ancien professeur d'histoire contemporaine à l'université de Lorient qui l'a conduit à tenter de comprendre l'intérêt de certains de ses étudiants pour la Bretagne mais aussi par le souci, tel Fernand Braudel s'interrogeant à la fin de sa carrière sur l'*Identité de la France*, de s'intéresser à l'histoire de son pays, un intérêt dont il a déjà témoigné par le passé en dirigeant notamment une *Histoire de Nantes* (éditions Palantines, 2008). La problématique de cet ouvrage est, comme il est précisé dans une brève introduction, d'essayer « de comprendre ce qui a rendu possible la cristallisation d'entités territoriales et de sentiments d'appartenance infranationaux » en France et d'étudier l'évolution de leurs rapports avec l'État.

Le propos est découpé en trois parties chronologiques : la première, intitulée « La querelle des origines », débute par une interrogation sur l'importance de l'année 1789 (chapitre 1) qui est considérée classiquement dans l'historiographie de l'idée régionale en France comme une rupture fondatrice en ce qu'elle a mis fin aux anciennes provinces et donné naissance aux départements. Dans un second chapitre (« L'invention du fait provincial »), en s'appuyant sur les travaux de Xavier de Planhol (*Géographie historique de la France*, 1988), O. Grenouilleau passe en revue les territoires structurants de l'ancienne France et montre en quoi la monarchie a peu à peu affirmé son autorité en imposant la province comme cadre de référence dans le royaume : cette dernière lui sert progressivement à désigner

61. DOOLITTLE, Hilda, *Pour l'amour de Freud*, traduit de l'anglais par Nicole CASANOVA, Paris, Des femmes-Antoinette Fouque, 2010. Extrait cité par Laure Murat dans une recension de cet ouvrage (*Libération*, 25 mars 2010).

toutes les circonscriptions qu'elle a mises en place ou celles dont elle veut occulter le passé et permet d'accréditer l'idée que l'action royale s'exerce partout de façon uniforme. Dominée, la province tend à devenir, surtout à partir du règne de Louis XIV, pour suivre les travaux de Norbert Elias et de Robert Muchembled, un espace se définissant par un manque d'acculturation, un négatif de la ville et de la cour. Le provincial devient l'antithèse de l'homme policé : il doit être soumis et civilisé.

Dans le chapitre 3 (« De la modernité des anciennes provinces »), après avoir évoqué rapidement la diversité des provinces (pays d'états, pays d'élections...), O. Grenouilleau étudie les résistances au pouvoir royal au cours de l'époque moderne (révoltes nobiliaires et populaires ainsi qu'opposition parlementaire), en tant qu'elles ont pu constituer une forme de défense de particularismes locaux ou provinciaux. Il passe ensuite en revue les projets qui, au XVIII^e siècle, ont cherché, dans le but de réformer la monarchie et de résoudre la crise financière, à associer les notables à la gestion des affaires locales et à donner une plus grande vie aux provinces. Portés par des aristocrates comme celui qui est défendu par Fénelon dans les *Tables de Chaulnes* (1711), des physiocrates comme Dupont de Nemours ou encore des contrôleurs généraux des finances comme Turgot, Necker ou Calonne (ces deux derniers passant de la théorie à l'action, en favorisant la création d'assemblées provinciales chargées de répartir les impôts directs et de développer les voies de communication), ils s'inspirent peu ou prou de la réussite des pays d'états mais vont au-delà, en partageant une même préoccupation de mettre en place un découpage du royaume plus rationnel, sans tenir forcément compte de la personnalité géographique, historique ou culturelle des différents territoires le composant. Le réveil provincialiste qui s'est produit à la fin de l'Ancien Régime n'aurait été, selon O. Grenouilleau, qui reprend ici les idées formulées par Albert Soboul dans un colloque sur *Régions et régionalisme en France du XVIII^e siècle à nos jours* (1977), que le révélateur d'une rivalité entre élites locales et nationales, une instrumentalisation, sans doute la première, de la question « régionale », sans qu'il ait traduit une quelconque aspiration à un particularisme. Malgré cela, l'Ancien Régime laisse un important héritage qu'il est essentiel de connaître pour remettre en perspective l'œuvre des révolutionnaires de 1789 et de leurs successeurs qui est étudiée dans les deux parties suivantes.

La deuxième partie (« De la dénonciation de l'«esprit de province» à l'affirmation du régionalisme »), qui porte sur la période 1789-1918, est subdivisée en trois temps dont les deux premiers se chevauchent : les années 1789-1851, qui sont marquées par « la mise en sommeil de l'esprit provincial » sur le plan politique ; les années 1750-1900 (« Vents favorables ») qui voient une cristallisation sur le plan culturel des identités régionales parallèlement à celle des identités nationales ; le début du XX^e siècle qui marquerait l'apogée du régionalisme (la notion de région s'impose alors aux dépens de celle de province), en ce qu'il a vu le ralliement de républicains à l'idée de décentralisation administrative (ce qui se traduit surtout par l'élection des conseils généraux au suffrage universel en 1871 et celle des maires par les conseils

municipaux en 1884), l'élaboration d'une nouvelle combinaison identitaire qui permet d'associer l'attachement aux petites patries et à la grande patrie, la multiplication des travaux scientifiques sur les provinces (la thèse régionale s'impose alors en histoire et géographie), la naissance aussi d'un mouvement politique régionaliste incarné par la Fédération régionaliste française (FRF) de Jean Charles-Brun en 1900. Du fait des divisions politiques, du fait aussi des désaccords sur les critères à prendre en compte pour le découpage des régions (des géographes comme Vidal de La Blache considérant que c'est l'aire d'influence des grandes villes qui est à privilégier), les résultats concrets sont cependant modestes et se limitent, dans le domaine économique, à des tentatives de coordination des forces de production d'abord dans le cadre des régions militaires lors de la Première Guerre mondiale, puis, une fois la paix revenue, et à l'initiative du ministre Étienne Clémentel, soutenu par des universitaires comme Henri Hauser, sur la base des chambres de commerce.

Dans une troisième partie (« Régionalismes dans ou contre l'État [des années 1920 à aujourd'hui] ? »), Olivier Grenouilleau s'intéresse tout d'abord au divorce qui se produit dans l'entre-deux-guerres entre les républicains et le régionalisme. Il l'explique par de nombreux facteurs qui s'entremêlent : récupération de la question régionale par les milieux de la droite conservatrice, soutien par des membres du clergé des particularismes locaux, problème linguistique avec le refus d'accorder une place à l'école aux langues autres que le français (la célèbre phrase prêtée à Anatole de Monzie, p. 186, ne semble toutefois jamais avoir été prononcée) et surtout radicalisation de mouvements régionalistes comme en Alsace, en Bretagne, en Corse, en Flandres, où ils donnent naissance à des partis nationalistes. Pour la majorité de la classe politique qui exerce alors le pouvoir, l'unité administrative et la centralisation deviennent plus que jamais les garants de l'unité et de la survie de la République face aux courants réactionnaires présentés comme les défenseurs des libertés locales. Cette conviction est renforcée, à partir de 1940, par le fait que le régime de Vichy affiche sa volonté de restaurer les vieilles provinces et que les partis nationalistes dans les régions précédemment mentionnées collaborent avec l'occupant. Le régionalisme qui renaît à partir de 1945 est principalement un régionalisme fonctionnel dont les principales réalisations jusque dans les années 1980, bien connues par ailleurs, sont rappelées dans un dernier chapitre.

O. Grenouilleau présente un livre ambitieux par la période qu'il prend en compte et la tentative d'étudier le phénomène des « petites patries » sur le temps long, par la diversité des situations qu'il considère. Il esquisse aussi une histoire sociale des identités en accordant une attention particulière à ceux qui jouent des particularismes locaux aux différentes périodes et aux fins qu'ils se proposent, en prenant en compte aussi les facteurs économiques dans les évolutions ou dans la prise de conscience des identités régionales, les chocs subis par les régions dans la seconde moitié du XIX^e siècle sous l'effet des révolutions industrielles et de l'essor des moyens de communication étant comparés aux effets actuels de la mondialisation.

La place faite à la Bretagne est importante, surtout à partir du XIX^e siècle. Si les développements qui lui sont consacrés apprennent peu de chose, ils gagnent à être mis en perspective et comparés avec ce que l'on peut connaître d'autres régions.

Le livre atténue à juste titre l'importance de la rupture de 1789 en montrant que dès l'Ancien Régime des projets de redécoupage du territoire avaient été formulés. On constate ainsi que la France a toujours privilégié, dans les réformes engagées, un régionalisme « fonctionnel » par rapport à un régionalisme qui prendrait en compte les spécificités historiques, linguistiques et plus largement culturelles des différentes « provinces ». Les dirigeants du pays n'ont jamais admis qu'il pût y avoir de nations diverses en son sein et sous la Troisième République, quand le fait régional a été en partie reconnu, l'intérêt pour les petites patries n'a été accepté que pour mieux nourrir un attachement à la grande patrie. La décentralisation n'a eu pour objectif pendant longtemps que d'associer davantage la population, d'abord par l'intermédiaire de ses élites, comme le montre O. Grenouilleau dans le chapitre original qu'il consacre à la première moitié du XIX^e siècle, puis par le biais de ses élus quand le suffrage universel s'est imposé, à la mise en œuvre de politiques décidées ailleurs, sans qu'il y ait eu, à aucun moment, reconnaissance d'une quelconque autonomie d'action, quel que soit le critère retenu pour définir les régions. La dernière en date des réformes territoriales entreprise sous la présidence de François Hollande, qui est peu évoquée dans l'ouvrage, l'a encore montré clairement, même si, dans le nouveau découpage des régions, des exceptions ont pu être faites par la prise en compte du facteur historique pour certaines collectivités comme la Normandie ou la Bourgogne, là où sans doute ne planait pas – à tort plus qu'à raison – le risque d'un quelconque séparatisme. La population n'a de toute façon jamais été consultée et, comme l'a si bien écrit Anne-Marie Thiesse, cette réforme a illustré, jusqu'à la caricature, l'idée d'une « décentralisation centralisée ». L'évolution de la France n'est décidément pas celle de l'Espagne, ni de la Belgique, ni du Royaume-Uni, ce qui semble convenir à la majorité des Français, si l'on en juge par la faiblesse, sur le long terme là encore, des mouvements régionalistes et le manque de réaction face à la dénomination actuelle, surprenante, de certaines régions (Hauts-de-France...).

Malgré ses apports, l'ouvrage d'Olivier Grenouilleau laisse sur sa faim. On peut regretter d'abord l'absence d'iconographie (ainsi de la référence aux *Très riches heures du duc de Berry*, p. 41) et surtout de cartes sur lesquelles le commentaire s'appuie pourtant comme celle des frappes monétaires au XVI^e siècle (p. 27) ou celle de la carte du commerce intérieur à la fin du XVIII^e siècle (p. 28). Il y manque aussi une définition de la notion d'identité qui est reprise en sous-titre du livre : des efforts sont faits tout au long de celui-ci pour se demander notamment si les différents cadres territoriaux ont pu susciter un attachement de la part de ceux qui y habitaient ou pour vérifier en quoi les mouvements en faveur de la décentralisation ont été ou non porteurs de revendications culturelles. Mais le développement qui est consacré à la notion d'identité en notes 1 et 2 de l'introduction est bien trop succinct alors que la littérature sur

le sujet est abondante (on peut penser au livre de Ronan Le Coadic, *L'identité bretonne*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1998, ou à celui de Vincent Martigny, *Dire la France : culture(s) et identités nationales, 1981-1995*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016) et permettait de mener une réflexion nettement plus approfondie.

De façon générale, c'est la bibliographie de l'ouvrage qui souffre de faiblesses en ce qu'elle est datée et incomplète sur nombre de points abordés : ainsi sur les révoltes populaires, où on en reste aux travaux de Boris Porchnev et d'Yves-Marie Bercé sans prendre en compte les recherches que cette question a suscitées récemment. Il en est de même des parlements, et surtout des principautés dont O. Grenouilleau rappelle à juste titre la contribution à la construction du territoire au bas Moyen Âge (p. 36 et suivantes). On trouve bien la mention de la thèse de Jean Kerhervé mais pas de son article sur les chroniqueurs (« Aux origines d'un sentiment national. Les chroniqueurs bretons de la fin du Moyen Âge », *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, 1980, p. 165-206) qui répondait pourtant bien à la problématique du livre. Il n'y a pas de référence non plus à l'ouvrage récent d'Élodie Lecuppre-Desjardins (*Le royaume inachevé des ducs de Bourgogne*, Paris, Belin, 2016), ni aux travaux d'Olivier Mattéoni sur les Bourbons (dont *Un prince face à Louis XI. Jean II de Bourbon, une politique en procès*, Paris, Presses universitaires de France, 2012).

Pour la période moderne, on peut regretter l'absence de toute référence aux publications récentes sur les pays d'états (dont on pouvait se demander pourtant en quoi ils avaient pu favoriser la formation d'une identité provinciale ou à tout le moins développer un sentiment d'appartenance chez leurs habitants du fait de l'accroissement de leurs attributions au xviii^e siècle), une recherche qui est là aussi en plein renouvellement avec les travaux de Marie-Laure Legay sur les états de Flandre et d'Artois (*Les États provinciaux dans la construction de l'État moderne aux xvii^e et xviii^e siècles*, Genève, Droz, 2001) ; d'Arlette Jouanna, Stéphane Durand et Élie Pélaquier sur les états du Languedoc (*Des États dans l'État : Les États de Languedoc, de la Fronde à la Révolution*, Genève, Droz, 2014) ; de Julian Swann (*Provincial Power and Absolute Monarchy. The Estates General of Burgundy, 1661-1790*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003) et Jérôme Loiseau (« Elle fera ce que l'on voudra » : la noblesse aux états de Bourgogne et la monarchie d'Henri iv à Louis xiv, 1602-1715, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2014) sur les états de Bourgogne. Pour la période contemporaine, et pour s'en tenir uniquement au cas de la Bretagne, le livre de Jean-Yves Guiomar, *Le Bretonisme*, récemment réédité par la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, est bien cité comme ses contributions aux *Lieux de mémoire* de Pierre Nora, ainsi que l'un de ses articles (mais pas le recueil récemment publié par le Centre de recherche bretonne et celtique qui aurait pu être utile). On se demande si O. Grenouilleau a vraiment compris la portée de la thèse de J.-Y. Guiomar sur les bretonistes et le fait qu'il les considère – notamment La Borderie, sur le plan historique, et La Villemarqué, sur le plan linguistique – comme les pères du nationalisme en Bretagne parce qu'ils ont contribué à doter son peuple d'une origine et d'une histoire singulières. La rupture significative sur

le plan des idées et sur celui de la conception de la Bretagne ne se serait pas produite au XX^e siècle mais dès le XIX^e siècle. Dans la même perspective, on peut regretter l'absence de toute mention, à propos du mouvement nationaliste breton de l'entre-deux-guerres, du livre de Sébastien Carney (*Breiz Atao*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015) qui a pourtant contribué à dégager des perspectives nouvelles sur cette question.

Du fait de ces lacunes, on s'interroge sur la nature de l'ouvrage d'O. Grenouilleau : un essai, comme l'accréditerait la minceur de l'ouvrage ? La réponse à une commande d'éditeur ? Un rapport sur une question controversée à l'heure où la peur du communautarisme voire du séparatisme s'empare de la République ? Un appel à poursuivre l'enquête (des pistes pour aller plus loin sont indiquées tout au long des chapitres) ? Une pause récréative entre des livres plus importants ? La reconnaissance du fait que les recherches en histoire globale et en histoire locale doivent être menées de front comme l'affirme Serge Gruzinski ? Le signe d'un retour au pays natal ? Il est difficile de le dire mais les travaux futurs de l'auteur nous l'apprendront sans doute.

Dominique LE PAGE

Flavien MIGNIAU, *Rennes. Une histoire populaire*, Rennes, Goater, 2019, 239 p.

Les « histoires populaires » sont à la mode et Rennes se devait sans doute d'avoir la sienne après les États-Unis, la France, Nantes et la Bretagne. On ne se lancera pas ici dans la discussion de savoir ce que cette efflorescence révèle, entre volonté louable de relancer l'austère histoire sociale des années 1960 et nostalgie de la célèbre *Histoire socialiste de la Révolution française* de Jaurès. Dans ce petit ouvrage clair, bien écrit, pédagogique et remarquablement bien illustré (en particulier grâce aux collections du Musée de Bretagne et aux illustrations de Vincent Normand), la balance penche à première vue plus du côté de la militance. Le ton est en effet clairement donné dès l'introduction : « Rennes est un lieu de lutte » (p. 4), puis : « De la petite cité gallo-romaine jusqu'à la grande métropole contemporaine, Rennes respire au rythme des luttes ! » (p. 5). La suite tente de décliner ce passé tumultueux à travers une série de chapitres thématiques aux titres éloquents : « Bataille », « Conflits », « Opposition », « Révolte », « Combat », « Révolution », « Calme » (!), « Guerre », « Résistance », « Débats ». Pourtant, derrière ce cadre qui annonce au lecteur du sang et des larmes, l'histoire qui est racontée est relativement classique, mesurée et même, il faut y insister, honnête, se nourrissant à l'évidence de certains des meilleurs historiens de la matière condotienne. Certes, on peut regretter quelques petits écarts engagés et des approximations et erreurs. L'auteur de ces lignes a ainsi pu constater avec l'intérêt que l'on imagine que le roman victimaire armoricain continuait à sévir au sujet des révoltes de 1675. Sans doute ces errements sont-ils difficilement évitables quand on brasse seul 2 000 ans d'histoire, ce qui conduit à regretter que les éditions Goater n'aient pas sollicité quelques historiens professionnels pour une relecture. Moins rouge vif qu'il n'y paraît au premier coup